

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1291 - 24 mars 1988 - 4,5 F

D 1291 BOLIVIE: SITUATION GÉNÉRALE DU PAYS

La réalité politique, économique et sociale de la Bolivie s'est profondément modifiée au cours de ces dernières années (cf. DIAL D 1001). Elle fait l'objet d'appréciations contradictoires selon qu'on se place du point de vue des logiques financières du Fonds monétaire international ou au niveau de leurs conséquences sur la majorité de la population (cf. DIAL D 1150 et 1186). La présentation globale ci-dessous, reflet du second point de vue, a été élaborée en prévision de la visite du pape Jean-Paul II en Bolivie du 9 au 14 mai prochain.

Note DIAL

ANALYSE DE LA RÉALITÉ BOLIVIENNE

Jean-Paul II, lors de sa visite historique en Bolivie en mai prochain, va rencontrer un pays dont la population, dans sa majorité, est croyante et professe le catholicisme. Un peuple qui, malgré l'adversité, garde l'espoir et la volonté de s'en sortir.

Dans cette présentation, destinée à préparer les Boliviens à la visite du Saint-Père, nous donnons les statistiques reflétant la réalité nationale selon divers indicateurs.

- Il faut d'abord rappeler que, selon les données de 1986, la Bolivie a comme
- superficie totale: 1.098.581 km²;
 - population: 6.400.000 habitants,
 - dont rurale (52%): 3.350.000,
 - urbaine (48%): 3.050.000;
 - densité de population: 5,7 habitants au km²;
 - espérance de vie (moyenne): 47 ans.

Le pays en crise

La Bolivie traverse actuellement la crise sans doute la plus grave de son histoire. Les institutions, les pouvoirs et les valeurs morales du peuple sont en mutation profonde par suite de l'aggravation de la crise économique, sociale et politique.

Avec une moyenne de vie de 47 ans seulement, une mortalité infantile de 213 pour 1000 et un taux d'analphabétisme d'environ 50% de la population âgée de plus de quinze ans, nous sommes devant une situation sociale négative et angoissante.

Bien que le taux de natalité demeure élevé (6,1 enfants par femme), le taux de mortalité est toujours très élevé (17 pour 1000) chez les enfants et les jeunes. Sur

Le total des morts en Bolivie, 40% sont des enfants de moins de deux ans et ce taux monte à 69% si l'on élargit la tranche d'âge jusqu'à quinze ans. Sur cinq enfants qui naissent, il en meurt un avant une année de vie. La moitié des enfants de Bolivie meurent avant l'âge de dix ans. On estime que 90% des morts d'enfants pourraient être évitées.

Salaires et coût de la vie

Un endettement extérieur lourd et disproportionné absorbe 65% de la valeur des exportations du pays et s'élève à 700 dollars par personne. La baisse des prix à l'exportation et, surtout, l'effondrement du prix de l'étain ont occasionné des pertes considérables pour le pays. C'est à cela qu'est due, pour une grande part, la baisse de la production et la déformation progressive de la structure économique dans laquelle le secteur tertiaire devient prédominant à 55%.

Dans ce contexte, la question salariale se pose en terme d'extrême faiblesse par rapport au coût de la vie. Les salaires des travailleurs vont de 80 à 150 bolivianos (c'est-à-dire de 40 à 75 dollars par mois). D'après les calculs d'une commission gouvernementale et de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), le salaire minimum devrait atteindre actuellement (janvier 1987) 370 bolivianos par mois. D'après l'enquête réalisée par CISEP, le coût du "panier de la ménagère" pour une famille de six personnes en moyenne s'élève à 425 bolivianos (212 dollars). Jamais dans l'histoire de la Bolivie le salaire de base officiel n'a été aussi éloigné du coût réel de la vie!

Nous présentons ci-après un tableau permettant d'apprécier l'évolution du salaire réel de 1982 à 1987.

Evolution du salaire réel

Année	Indice salaire réel (1982 = 100)
1982	100
1983	107,0
1984	105,7
1985	56,2
1986	34,5
1987	34,0

Source: Centre d'étude du travail

La diminution évidente des rentrées se solde par une détérioration de l'alimentation sur les plans tant quantitatif que qualitatif, ce qui influe ensuite sur la situation de la santé, l'espérance de vie et le taux de mortalité.

En 1984, la consommation nationale d'aliments a représenté une somme totale de 969 millions de dollars; en 1985 cette somme s'est abaissée à 942 millions de dollars. Si nous y ajoutons le fait qu'en 1985 la population avait augmenté de 2,4% par rapport à l'année précédente, nous voyons que la détérioration en matière d'alimentation a été réelle pour notre peuple.

Education et marginalité scolaire

D'une façon générale, nous pouvons affirmer que le système d'éducation bolivien ne répond pas aux besoins, aux intérêts et à la culture de notre peuple.

L'analphabétisme et la marginalité en matière scolaire sont des problèmes extrêmement graves dans notre système d'éducation. 50% de la population âgée de plus de quinze ans est analphabète.

En 1983 la marginalité en matière scolaire dans le secteur rural touchait 35% de la population en âge de scolarité et 12% dans le secteur urbain. Cela signifie que nous avons plus de 500.000 enfants d'âge scolaire qui ne sont pas touchés par le système d'éducation, soit pour raisons économiques soit parce que notre système ne dispose pas d'infrastructure suffisante pour atteindre les villages les plus reculés.

Pour des raisons essentiellement budgétaires, le système d'éducation s'est encore détérioré au cours des deux dernières années. La déficience en la matière, loin de s'atténuer, a sensiblement empiré ces derniers temps.

La crise minière

L'industrie minière bolivienne traverse actuellement une crise très profonde. Sa part dans le produit intérieur brut (PIB) est passée de 9,3% dans les années 1970 à 5% au cours des deux dernières années.

La force de travail absorbée par ce secteur n'atteint pas 3%. Le secteur nationalisé (COMIBOL) qui totalisait voici deux ans 27.000 salariés, n'en compte plus aujourd'hui que 4.000.

Entre 1981 et 1986 le prix de l'étain a baissé de 60%, et le volume de la production du minerai en Bolivie, de 20%.

Les exportations de minerais, qui représentaient 80% de la production nationale, n'atteignent même plus 50% et ont cédé la première place au gaz.

D'après des sources officielles, de janvier à septembre 1986, les exportations de l'industrie minière de Bolivie se sont élevées à 159,145 millions de dollars. Dans ce total l'étain entre pour 55%, c'est-à-dire un peu plus de 88 millions de dollars. Tel est le montant qu'a reçu le pays pour l'exportation de 14.000 tonnes de produit affiné. L'argent est entré pour 14%; le zinc, 13%; l'antimoine, 7%; le plomb, 3%; et l'or, 3%. Ces proportions restent grosso modo les mêmes aujourd'hui.

La crise de l'industrie minière bolivienne est à situer dans la crise généralisée du pays et dans la crise de l'économie mondiale.

C'est à partir de 1980 que le prix international de l'étain a commencé de chuter. Le facteur principal en a été l'entrée, sur le marché de l'offre d'étain, de nouveaux producteurs tels que le Brésil et la Chine continentale, amenant la création d'un stock international de plus de 80.000 tonnes de ce métal. Il faut y ajouter les lançements périodiques sur le marché des réserves stratégiques des Etats-Unis, lançements effectués par la GSA (par une ironie du sort, les réserves des Etats-Unis ont été constituées grâce au généreux apport de la Bolivie, à des prix politiques, comme contribution aux Alliés pour la Seconde guerre mondiale).

La demande n'a pas crû proportionnellement à l'offre pour diverses raisons. L'une d'elles, non la moindre, est l'utilisation de produits de substitution tels que le plastique. Entrent également en jeu les nouvelles techniques de recyclage utilisées par les pays technologiquement plus avancés.

Le prix international de l'étain a chuté d'une moyenne de 5,5 dollars la livre raffinée en 1983, 1984 et début 1985, à une moyenne de 2,30 en fin 1985. Ce dramatique effondrement dans les prix du principal produit d'exportation a été quelque peu maîtrisé, mais très faiblement, pour revenir dans les derniers mois à une moyenne de 3,18 dollars. Ce prix est en-dessous du seuil de rentabilité de la plupart des mines de Bolivie qui sont à structure de filon, donc à des coûts élevés d'exploitation.

Le gouvernement face à la crise

La politique économique du gouvernement actuel s'inscrit dans le cadre de l'idéologie et des stratégies du néo-libéralisme. La "Nouvelle politique économique" entrée en vigueur en août 1985 a obtenu certains résultats, parmi lesquels:

- le contrôle de l'hyper-inflation (qui avait atteint 8000%)(1);
- la réduction des déséquilibres financiers;
- l'instauration d'un taux de change unique;
- un contrôle accru et une rationalisation des dépenses publiques.

Mais ces résultats positifs ont eu des conséquences directes hautement négatives pour les masses, en particulier:

- l'augmentation du chômage, surtout parmi les groupes sociaux de bas revenus. Alors que les rapports officiels avancent le chiffre de 20%, il semble plus proche de la réalité de parler de 25% de la population économiquement active;
- une récession durable de l'activité industrielle;
- la baisse de la consommation globale et de la demande interne;
- la baisse du PIB pour la sixième année consécutive (depuis 1980 il aurait diminué de 32%);
- la baisse de la production minière de 19%;
- la baisse du pouvoir d'achat, surtout dans les couches laborieuses et marginales;
- la faillite de nombreuses industries nationales par suite de la libération totale des échanges commerciaux avec l'extérieur.

Le chômage

Le chômage est sans aucun doute l'un des problèmes les plus graves. Le taux en a augmenté vertigineusement au cours des deux dernières années.

Sous l'euphémisme de "relocalisation", après l'application du "plan de redressement minier", 19.000 mineurs de l'entreprise nationale (COMIBOL) et 4.000 mineurs du secteur privé se sont retrouvés sans travail. La perte de l'emploi dans le secteur minier a directement affecté 140.000 personnes.

D'après les rapports officiels il y a actuellement dans le pays 456.980 chômeurs et sous-employés. Depuis le décret-loi 21060 du 28 août 1985 le chômage est passé de 18% à 21,5%. D'après des données non officielles le chômage atteint actuellement 26% de la population économiquement active.

D'après les données du ministère du travail, sur les 456.980 chômeurs (2):

- 150.000 relèvent du "chômage ouvert";
- 83.000 sont des personnes ayant perdu leur emploi;
- 70.000 sont des jeunes "demandeurs d'emploi" pour un premier poste de travail introuvable;
- 300.000 relèvent d'une manière ou d'une autre du "secteur informel" de l'économie mais ne trouvent pas dans ces activités (contrebande, vente ambulante dans la rue, "fouleurs de coca"...) une occupation suffisamment rentable et durable.

Près d'un million de personnes seraient rattachées de façon stable à l'économie "informelle" ou clandestine (trafic de stupéfiants et contrebande). Cela signifie que 42% de la population économiquement active est directement liée à l'économie clandestine. Cette économie "informelle" génère, d'un côté, des revenus extrêmement élevés et, de l'autre, utilise une masse de gens sous-employés et sans défense qui ne gagnent que pour survivre.

(1) il est difficile d'avoir des chiffres concordants sur cette hyper-inflation. Certains vont jusqu'à 40.000 % (cf. Le Monde du 10/3/1988)! [NdT]

(2) Ce total est nettement inférieur à la somme des chiffres suivants. Nous les reproduisons textuellement... [NdT].

La Bolivie a besoin de créer chaque année 40.000 emplois nouveaux pour absorber la croissance végétative normale de sa population. Cet objectif semble hors d'atteinte pour le moment. Il s'ensuit que les perspectives à court terme vont dans le sens de l'augmentation du taux de chômage, mais à un rythme moins soutenu qu'en 1986 et 1987.

La population économiquement active de Bolivie s'élève à 2.125.000 personnes. Sur ce total 1.456.980 ou bien n'ont pas de travail ou bien sont directement rattachées à l'économie "informelle". Cela veut dire qu'aujourd'hui en Bolivie, 668.020 personnes seulement ont un travail fixe et légalement reconnu, soit 31,4% de la force de travail du pays (données avancées sur la base du rapport du ministre du travail, Alfonso Peña Rueda. Cf. *Hoy* du 5 septembre 1987).

Entre 1985 et 1987, d'après la Chambre nationale de l'industrie, 117 établissements industriels ont été fermés. Par ailleurs l'industrie installée ne tourne actuellement qu'à 39% de sa capacité réelle. Au cours des dix-huit mois écoulés le niveau de l'emploi dans le secteur industriel a baissé de 25%.

Le syndicalisme bolivien

La Centrale ouvrière (COB) est née comme organisation syndicale le 17 avril 1952, quelques jours après la Révolution nationale qui avait porté pour la première fois Victor Paz Estenssoro à la présidence de la République (3).

La COB a essayé dans un premier temps de regrouper et d'unifier l'ensemble des organisations de travailleurs, qu'elles soient ouvrières, paysannes, étudiantes, d'artisans ou de fonctionnaires. Mais elle l'a fait selon la direction, la stratégie et les formes d'organisation du prolétariat, plus spécifiquement du prolétariat des mines.

Au cours des trois dernières années, la COB a perdu de sa vigueur. Il faut l'attribuer non seulement à l'affaiblissement du secteur minier, sa base sociale la plus consciente et la plus combattive, mais aussi à la fermeté du gouvernement et au sectarisme des groupes de pression au niveau des cadres syndicaux.

Les principes sur lesquels, tout au long de son histoire, la COB a défini ses orientations sont au nombre de trois: l'unité syndicale, l'indépendance syndicale, et la démocratie syndicale. "L'unité" doit permettre d'avoir la force nécessaire pour atteindre les objectifs; "l'indépendance" vise à des rapports corrects avec les gouvernements et les partis politiques; et "la démocratie" entend permettre le respect des naturels désaccords politiques, religieux et individuels des groupes et des personnes.

On estime que 70% de la population économiquement active est intégrée à la COB, car la centrale syndicale ne se limite pas aux seuls secteurs ouvriers. On y trouve également des salariés du tertiaire (enseignants, personnel soignant, petits commerçants, chauffeurs salariés, organisations universitaires...) sans parler de la masse paysanne qui représente 57% de la force de travail du pays.

La bataille que mène actuellement le syndicalisme bolivien est de type revendicatif, en rapport avec les exigences élémentaires et justes du travail et de la subsistance. Les travailleurs sont sous la menace du "licenciement pour cause économique", de la "relocalisation", du contrat libre et de la réduction draconienne de leurs droits sur la sécurité sociale.

Le syndicalisme paysan (organisation des travailleurs ruraux d'origine aymara, quecha et guarani) est extrêmement important en Bolivie étant donné qu'il touche 60% de la force de travail. Le fait que le syndicalisme paysan bolivien soit exclusivement constitué de groupes autochtones a pour conséquence qu'il n'est pas seulement mû par des intérêts économiques, mais aussi par des droits d'ordre culturel. Ses objectifs portent sur la libération intégrale de leurs peuples.

(Rapport élaboré par le P. Gregorio Iriarte, o.m.i.)

Cochabamba, 1987

[3] Elu pour la 4e fois le 6 août 1985. Auteur du "plan d'austérité" du 29 août 1985 (NdT)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F

Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441

D 1291-5/5